

AVENIR DES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

LA DIRECTION DOIT SORTIR DE L'ORNIÈRE, VITE !

Le destin de nos Activités Sociales et Culturelles est entre les mains de la direction SNCF, entre autres.

Après de multiples discussions avec le DRH et les organisations syndicales, la CGT estime qu'il est largement temps de convoquer une Table Ronde nationale afin d'aboutir à un accord.

L'ensemble des Activités Sociales à caractère national (colonies de vacances, vacances famille, associations sportives et culturelles...) et à caractère local (restaurants, bibliothèques, ALSH, billetteries...) sont menacées par la disparition des CE et la mise en place des CSE tel que voulues par le Gouvernement et la direction SNCF.

Cette situation inédite engendre également et légitimement l'inquiétude et la colère des personnels CE/CCGPF.

La CGT propose, depuis plusieurs mois, de multiples solutions pour trouver un accord qui convienne à tous et qui sauvegarde ce bien commun que sont les Activités Sociales au service des cheminots et de leurs ayant-droits.

La CGT propose notamment :

La création de 23 CASI (Comités Activités Sociales Inter-entreprises) sur le périmètre des anciennes Régions SNCF. Ces comités auraient en charge la gestion des Activités Sociales en proximité, ce qui permettrait à chaque cheminot, là où il travaille, là où il vit, de bénéficier des AS locales, quel que soit son EPIC d'appartenance.

Le financement des activités se ferait par les CSE, qui pourraient choisir une mutualisation totale ou minimale (pour les CSE nationaux afin de permettre l'accès à la restauration). Ce système doit être applicable par toutes les Organisations Syndicales.

Malgré cela, nous sommes toujours en attente d'une Table Ronde que la direction tarde à convoquer.

La CGT réaffirme que la seule solution pour sauvegarder nos Activités Sociales est une mutualisation des moyens au niveau national au sein du GPF, et locale au travers des 23 CASI. Cela doit se traduire sans attendre par un accord.

La CGT appelle la direction à revenir à la raison et invite les cheminots ainsi que les personnels CE/CCGPF à interpeller la SNCF et les Organisations Syndicales qui seraient tenter de ralentir le processus de règlement de la situation.

Tout doit maintenant être en œuvre afin d'aboutir à une solution qui sauvegarde les emplois, les Activités Sociales dans nos Régions et au niveau national.

